

# La Suisse romande en visite de courtoisie à Bruxelles

► **Première** L'idée a été lancée par Pascal Broulis

Le 8 mars prochain, tous les cantons de Suisse romande se rendront à Bruxelles. C'est la première fois qu'une rencontre groupée est ainsi organisée par la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO). Il aura fallu du temps pour concilier les agendas des uns et des autres puisque l'idée avait été lancée par le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis il y a trois ans, alors qu'il était président de ladite conférence.

«Cette rencontre est une visite de courtoisie, affirme-t-il. Les préoccupations les plus vives en Suisse à l'égard de l'Europe sont la crise de l'euro et la libre circulation des personnes, qui a notamment été remise en cause par le Danemark.» Le pays a réintroduit des contrôles aux frontières en mai dernier. Ces sujets touchent plus la Confédération que les cantons alors qu'il existe bien un sujet délicat qui concerne ces derniers et fâche l'Europe: les allègements fiscaux cantonaux pour les entreprises étrangères, qui sont compris par Bruxelles comme une concurrence déloyale. «Cette question ne sera absolument pas abordée, rétorque Pascal Broulis. Cela n'a rien à voir avec le but de notre visite.»

Selon la NZZ, une rencontre est prévue avec Viviane Reding, commissaire à la Justice et aux droits fondamentaux. Une deuxième avec Michel Barnier, commissaire

au Marché intérieur, et une troisième avec Antonio Tajani, commissaire en charge de l'Industrie et de l'entrepreneuriat. Pendant le deuxième jour de voyage, les cantons pourront rencontrer d'autres régions d'Europe afin de se rendre compte de la manière dont elles sont organisées à Bruxelles.

## Intensifier la représentation

Jean-Michel Cina est le vice-président de la CGSO. Le conseiller d'Etat est déjà allé dans la capitale européenne avec le gouvernement valaisan in corpore. Il avait alors rencontré la délégation bavaroise à Bruxelles. «Ils sont une cinquantaine de représentants du Land», explique-t-il, alors que les cantons suisses n'ont qu'un délégué à Bruxelles. «Si certains sujets devaient devenir particulièrement importants pour les cantons, il faudrait intensifier notre représentation en Europe», estime le conseiller d'Etat.

Pour les cantons alpins, l'énergie est l'un des enjeux à défendre. «Bruxelles souhaiterait que les concessions hydrauliques soient ouvertes au marché public», cite en exemple Jean-Michel Cina. Une libéralisation qui n'arrangerait pas le Valais à l'heure où les concessions des barrages arrivent à terme et doivent être renégociées dans l'intérêt du canton, espère-t-on, plutôt que dans celui des entreprises internationales.

**Marie Parvex**